

## LE «PLAN B» DE GENDEBIEN

**P**aul-Henry Gendebien fait l'objet d'un quasi boycott médiatique. En Belgique francophone, on préfère qu'un responsable politique reste dans les clous. Jouer au penseur, pire au visionnaire, est mal vu. Pragmatisme à la belge ? Plutôt non-débat, à terme suicidaire.

Pendant que Bart et ses amis préparent la République de Flandre – c'est leur droit, après tout – les francophones en sont encore à espérer un miracle : la création d'une nouvelle Belgique. Dans son dernier livre (\*), Paul-Henry Gendebien explique pourquoi il ne croit plus dans cet «Etat impossible». Il constate «la médiocrité des affaires courantes, le spectacle affligeant, ubuesque, de la Belgique finissante». Tout cela, dit-il, est «indigne d'une démocratie moderne». Les belgicains nostalgiques se défoulent en injuriant Bart De Wever et en fascisant la Flandre qui «vote mal». Gendebien ne pratique pas ce sport infantile. Il est l'une des trop rares personnalités wallonnes à comprendre et respecter les aspirations flamandes, quand il écrit : «La N-VA est loin d'être isolée dans la société flamande. Le discours de Bart De Wever est en symbiose avec la tradition historique du Mouvement flamands, avec les attentes d'une partie importante de la population, et avec le style décontracté d'une élite jeune, moderniste, décomplexée. C'est pourquoi les dénonciations violentes ou maladroites proférées à son encontre sur l'air de la vertu outragée, par une intelligentsia francophone déboussolée par la faillite de la belgitude, apparaissent en Flandre comme déplacées, pour ne pas dire contre-productives».

■ Il n'est pas nécessaire d'adhérer au credo de l'ex-président du Rassemblement wallon, et fondateur du Rassemblement Wallonie-France, pour reconnaître son grand mérite : Gendebien réfléchit sereinement à l'après-Belgique, là où les partis francophones pêchent par «défaut d'anticipation». Il est aussi pratiquement le seul responsable

politique encore en exercice, à écrire de vrais livres. Sa dernière livraison est un plaidoyer pour ce qu'il considère comme la seule voie possible, lorsque la Belgique mourra de sa belle mort : une union Wallonie-Bruxelles-France. Politique-fiction ? Peut-être, mais qui aurait pensé, il y a encore une demi-décennie, qu'un nationaliste flamand pur et dur – mais démocrate, n'en déplaise à Olivier Maingain – deviendrait le Maître de la Flandre ? En Belgique, la science-fiction du moment est, souvent, la réalité de demain.

■ Gendebien tort le cou à quelques «fausses bonnes solutions pour résoudre la crise belge» : un fédéralisme approfondi («voué à l'échec»), le confédéralisme («un séparatisme camouflé»), Bruxelles district européen (le fantasme illusoire du «paradis fiscal»), une Wallonie indépendante («la faillite assurée») ou un «Wallo-Brux» indépendant («un Etat-confetti non viable»). Reste le vrai «plan B», selon Gendebien : faire de la Wallonie et de Bruxelles, «deux Régions de France», avec un statut particulier pour Bruxelles, à la fois département, grande ville (avec une minorité flamande dont les droits seront sauvegardés) et capitale européenne. L'auteur détaille les bénéfices de la «solution française», pour la Wallonie, pour la France et pour l'Europe. L'analyse se veut pragmatique, pas lyrique. «Loin de nous tout réunionisme naïf, idéaliste ou émotionnel. Nous ne serons jamais de ceux qui disent que la France est une panacée pour résoudre tous nos problèmes», écrit Gendebien. Cependant, qu'il se leve celui qui peut proposer mieux que l'intégration à la France». Il serait utile pour notre démocratie assoupie que le débat s'engage sur l'après-Belgique. Evidemment, il est plus simple, comme le fait la majeure partie de la presse francophone, de dénoncer hargneusement la «folie de Bart De Wever».

C.I.D.

(\*) *Le cœur et la raison. Oui à la France*, éditions Mols, 2011